

Les Canadiens veulent:

- freiner et démanteler le protectionnisme;
- améliorer les conditions d'accès aux marchés étrangers, notamment pour les produits provenant des ressources naturelles et les services;
- revoir les règles régissant le commerce des produits agricoles;
- améliorer les règles du GATT, le règlement des différends et la surveillance;
- consolider le GATT en tant qu'institution, en mettant l'accent sur la participation ministérielle;
- encourager l'adaptation au changement structurel et faire en sorte que le système commercial demeure pertinent, en abordant des questions comme celle du commerce des services;
- resserrer les règles relatives à l'utilisation de la protection exceptionnelle.

Monsieur le Président,

Permettez-moi de dire quelques mots sur l'agriculture. Pendant trop longtemps, le GATT a eu la mauvaise habitude de reléguer l'agriculture à l'arrière-plan, avec le résultat que nous connaissons aujourd'hui. Nous sommes tous conscients du prix élevé des politiques et des pratiques actuelles dans le domaine agricole, et de la confusion qu'elles créent. Nous ne pouvons plus nous permettre de contourner les problèmes. A l'occasion de la présente conférence, il faut convenir de s'attaquer aux véritables problèmes du commerce des produits agricoles et entreprendre les négociations rapidement. Nous devons être prêts à entamer des négociations de fond d'ici la fin de l'année. Il n'existe aucun autre secteur où la nécessité d'entamer des négociations et d'en arriver rapidement à des résultats est aussi pressante.

Nous n'avons pas à cacher notre ambition lorsqu'il s'agit d'agriculture. Nous croyons fermement qu'il est essentiel que des progrès tangibles soient accomplis à Genève dans la première moitié de l'année 1987 si l'on veut que les pays membres conviennent de prendre des mesures à court terme en vue d'abandonner des produits actuels.